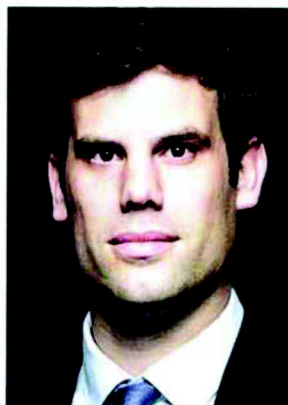


Quand l'innovation bouscule la Silver Economy



BENJAMIN ZIMMER
SILVER VALLEY

D'ici à 2020, cette filière pourrait entraîner la création de 300 000 emplois nets, selon le ministère du Travail.

Et si les perspectives économiques liées au secteur du grand âge étaient en mesure de redresser la courbe du chômage ? C'est en tout cas le vœu que certains formulent dans les ministères, de Bercy à la rue de Grenelle. Au sein de la Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES), attachée au ministère du Travail, l'optimisme est en tout cas de rigueur. Selon elle, la Silver Economy pourrait entraîner pas moins de 300 000 créations d'emplois nets, d'ici à 2020. A coup sûr, les Ehpad et les résidences de services aux personnes âgées contribueront massivement à cette tendance. Mais la vague de l'innovation pourrait aussi apporter sa pierre à l'édifice. « Le nombre de start-up cherchant à s'adresser au marché des seniors ne cesse de croître. Or, ce phénomène n'a bien évidemment pas échappé aux VCs, qui y investissent de plus en plus », souligne Benjamin Zimmer, cofondateur et directeur de **Silver Valley** – une association qui fédère actuellement 280 acteurs (dont une centaine de start-up) de la Silver Economy. Il faut dire que ce marché « naissant » pourrait, à terme, afficher une impressionnante profondeur au vu des multiples services et biens pouvant faire l'objet d'adaptations pour le troisième âge.

Pléthore de start-up

En 2016, plusieurs jeunes pousses se sont illustrées en concrétisant des augmentations de capital avec l'aide d'acteurs du private equity. **TargEDys** en fait partie. Fondée il y a quatre ans à Rouen pour héberger les travaux de Sergueï Fetissof et Pierre Déchelotte sur la régularisation de l'appétit, et notamment le lien moléculaire de l'axe « intestin-cerveau », la start-up a finalisé un premier tour de table de 5,8 M€, en avril. Un montant injecté en majorité par Seventure Partners, suivi du VC israélien Pontifax et de NCI Gestion. Le renforcement de ses fonds propres doit lui servir à poursuivre ses recherches, pour notamment parvenir à commercialiser un produit ciblant l'appétit des personnes âgées. Et les pouvoirs publics ne sont pas en reste. Au deuxième trimestre, la

Caisse des Dépôts a par exemple injecté 1,2 M€ dans **Citizen Mobility**, un jeune opérateur de services de taxis partagés à destination des personnes âgées. En décembre, le bras financier de l'Etat a aussi soutenu la filière en participant au deuxième tour de table de **SeniorAdom**, qui avait précédemment levé des fonds auprès de bpifrance, 123Venture, Omnes Capital et d'AG2R La Mondiale et Seb Alliance. Un enjeu de santé publique puisque SeniorAdom – lancée fin 2012 par Thierry Roussel (cofondateur de Direct Energie), Vincent Kraus (un ex de la SG) et Vincent Gombault – a ancré son business model sur la téléassistance à domicile. A ce titre, elle développe des capteurs de mouvements et de présence qui détectent les éventuelles chutes ou malaises de la personne dépendante.

Happytal (services hôteliers), **Neovivo** (rénovation de l'habitat), **Doro** (téléphonie) ou bien encore **Bazile Telecom** intègrent aussi cette longue liste des start-up de la Silver Economy soutenues par les VCs. « Les fonds disponibles pour ces sociétés ne manquent pas et les "trous dans la raquette" constatés par le passé ont quasiment disparu, note Benjamin Zimmer. Qui plus est, les fonds français sont aujourd'hui rejoints par de grands groupes et par des investisseurs étrangers. » L'innovation et la Silver Economy n'ont décidément rien d'anticonomique. **AROUN BENHADDOU**

Un modèle qui s'exporte

Les acteurs de la Silver Economy cherchent à s'affranchir des frontières. Selon les résultats du baromètre **Silver Valley**, les entreprises de la filière ont été 73 % à avoir souhaité exporter leur modèle hors de l'Hexagone, en 2016. Une ambition qui va le plus souvent de pair avec un renforcement de leur assise financière : 52 % des entreprises ont témoigné avoir voulu lever des fonds, l'an dernier (contre 59 % en 2015). Enfin, en matière de ressources humaines, elles ont été 70 % à déclarer vouloir recruter pour pouvoir assurer leur croissance en France et à l'international.